

DÉCRYPTAGE DES ANNONCES DE TOTALENERGIES SUR SES ACTIVITÉS EN RUSSIE

Pris au cœur d'une polémique sur sa décision de rester en Russie, TotalEnergies multiplie les prises de parole pour défendre sa position. Greenpeace France décrypte les principales déclarations de la multinationale.

Miser sur un pays gouverné par un régime autoritaire, le pari risqué de TotalEnergies

Les polémiques actuelles autour de la présence de TotalEnergies en Russie illustrent qu'en choisissant d'investir massivement dans le gaz russe, la multinationale a fait le mauvais choix. Un choix pourtant évitable, tant les signaux se sont multipliés. Si TotalEnergies avait une conscience aigüe des risques de violations des droits humains et des libertés fondamentales, tel que son PDG Patrick Pouyanné le laisse entendre dans ses récentes interventions, l'entreprise aurait pu s'outiller depuis de nombreuses années afin d'identifier et de prévenir les risques liés à ses opérations dans le cadre de conflits armés et de collaboration avec des régimes autoritaires.

Depuis 2014, des entreprises et des collaborateurs russes de TotalEnergies sont sur des listes de sanctions (tel que le PDG de Novatek, partenaire de TotalEnergies, Leonid Viktorovitch Mikhelson sous sanctions étasuniennes depuis l'annexion de la Crimée). Une situation que n'ignorait pas TotalEnergies : pour garantir des financements sur le projet Arctic LNG 2, l'entreprise a essuyé les refus des banques européennes et de la Banque Publique d'Investissement française. Alors que les risques existaient déjà, que les violations des droits humains existaient déjà, Patrick Pouyanné voudrait nous faire croire qu'il tombe des nues face à la publicité croissante des atteintes perpétrées par le régime russe.

Si la situation est donc plus complexe pour TotalEnergies que pour les autres majors, la responsabilité en incombe à TotalEnergies qui a fait le choix d'[investir massivement en Russie](#) malgré les signaux d'alerte.

Des annonces réchauffées et timides sur le pétrole russe

Le 22 mars, TotalEnergies a déclaré mettre un terme à ses achats de pétrole et autres produits pétroliers russes d'ici à la fin de l'année. Une annonce aux conséquences mineures, pour TotalEnergies comme pour la Russie, étant donné que :

- Le pétrole russe représente 5% de la production mondiale de pétrole du groupe, comparé au gaz qui pèse pour 30% de sa production de gaz.
- La production de pétrole en Russie représente moins de 16% de leur production d'hydrocarbures comparé au gaz qui est de 84%.
- La Russie représente 6% des réserves prouvées de pétrole du groupe, comparé aux réserves de gaz qui s'élèvent à 40%.

Malgré l'effet d'annonce, celle-ci date en réalité déjà, pour partie, de début mars.

Le 7 mars 2022, [TotalEnergies déclarait](#) en effet que ses traders ne prenaient plus de pétrole russe depuis le début de la guerre.

TotalEnergies annonce ne plus acheter de pétrole russe, mais garde en réalité ses actifs dans les projets pétroliers russes, tel que le projet pétrolier Kharyaga, en partenariat avec l'entreprise d'[Etat Zarubezhneft](#), et dans lequel TotalEnergies possède une participation de 20%. Concrètement, la multinationale va continuer de profiter des bénéfices issus du pétrole russe.

L'Union européenne se prépare à l'embargo sur le pétrole russe. TotalEnergies ne fait donc qu'anticiper [une décision](#) à laquelle elle devra, *in fine*, se plier car si l'embargo du pétrole russe est décidé par l'UE, TotalEnergies n'aura d'autre choix que de cesser tout achat de pétrole russe. Les discussions à ce sujet auront lieu le 24 mars 2022, soit 48 heures après les annonces de TotalEnergies.

TotalEnergies reste en Russie, tout en assurant qu'elle n'a plus d'avenir dans le pays

Garder ses actifs en Russie, c'est aussi enrichir le régime russe. Afin de justifier son choix de rester en Russie, Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, explique que se retirer reviendrait à donner 13 milliards de dollars au régime russe (soit le montant de ses investissements dans des usines russes). A en croire ses propos, vendre ses actifs pétroliers et gazières en Russie reviendrait donc à enrichir le régime de Vladimir Poutine. Seulement voilà : en faisant le choix de conserver ses actifs dans le pays, TotalEnergies continue, de fait, à financer le régime russe par des taxes et par le développement de ses revenus pétro-gazières, [estimés à 59 milliards d'euros en 2020](#).

TotalEnergies doit clarifier comment il entend cesser toute future collaboration avec la Russie dans ces conditions, sachant que la major :

- détient 19.40% des parts de Novatek, et est présente à son conseil d'administration à travers 2 administrateurs ;
- détient une participation directe de 20,02 % dans Yamal LNG et de 10 % dans Arctic LNG 2 ;
- entretient des relations commerciales établies avec Yamal LNG et Novatek, par le biais de contrats de fourniture, comme le confirme le courrier adressé en réponse à la mise en demeure.

TotalEnergies, qui a investi massivement dans le gaz russe, craint de perdre de l'argent. Cet argument hypocrite cache une crainte réelle : celle d'une dépréciation massive des actifs de TotalEnergies en Russie, et donc d'une perte d'argent. La multinationale préfère faire le choix de maintenir ses actifs, et ainsi de continuer de collaborer avec les Russes. Une décision cohérente avec la stratégie d'investissement massif de TotalEnergies dans le gaz russe : celui-ci représente 30% de la production mondiale de gaz de Total.

TotalEnergies garde toutes ses réserves pétrolières et gazières en Russie. La multinationale, qui assure ne plus avoir d'avenir dans le pays, maintient malgré tout l'ensemble de ses réserves d'hydrocarbures en gaz et pétrole en cours de développement et celles à développer. Un exemple frappant : celui du projet Arctic LNG dont TotalEnergies détient 10%. Selon la base de données Rystad, 1128 millions de barils équivalent pétrole (bep) sont déjà en cours de développement. Les réserves "unsanctionnées" de ce projet s'élèvent seulement à 187 millions de bep selon les données Rystad. En annonçant ne plus apporter de capital à de nouveaux projets, comme elle l'a fait le 1er mars dernier, la multinationale se "priverait" seulement de 16% des 187 millions de bep estimés. Soit une infime partie du projet. Dans le contexte actuel, il est urgent que TotalEnergies rende disponibles, de manière accessible, des informations transparentes sur ses activités en Russie.

Autant de raisons de douter de la sincérité de TotalEnergies lorsque celle-ci dit ne plus avoir d'avenir en Russie.

TotalEnergies minimise sa responsabilité et la portée de son devoir de vigilance

La semaine dernière, [Greenpeace France et les Amis de la Terre ont mis en demeure TotalEnergies SE de se retirer de Russie](#), les activités dans lesquelles la multinationale est impliquée étant susceptibles de financer l'invasion en Ukraine et d'alimenter les violations des droits humains et libertés fondamentales par l'Etat russe.

TotalEnergies [a répondu par un courrier du 21 mars 2022](#) dans lequel la multinationale :

- développe des arguments d'évitement de sa responsabilité ;
- nie tout lien entre ses activités et le financement de la guerre, sans pouvoir le prouver ;
- reconnaît être en relation commerciale établie avec PAO Novatek et Yamal LNG, ce fait entrant en pleine contradiction avec les annonces faites publiquement le 22 mars 2022 dans lesquelles TotalEnergies prétend qu'il ne collaborera plus avec l'Etat russe.

En premier lieu, TotalEnergies martèle qu'elle n'est pas opératrice en Russie, comme un moyen d'échapper à toute responsabilité. Or il n'est absolument pas nécessaire d'être opérateur pour avoir des responsabilités juridiques. TotalEnergies

prétend que les accusations à son encontre reposent sur une assertion fautive selon laquelle l'entreprise serait opératrice des champs de pétrole et de gaz. Aucune ONG n'a affirmé le contraire.

En second lieu, TotalEnergies reconnaît dans sa lettre que le devoir de vigilance s'applique à ses activités, en particulier celles d'achat-fourniture auprès des entreprises PAO Novatek et Yamal LNG.

Son devoir de vigilance couvre également les filiales que le groupe contrôle, peu importe que celles-ci aient une activité de holding et non opérationnelle, dès lors que le devoir de vigilance vise les activités et non les opérations de manière restrictive. Il est évident que le choix d'investir et de maintenir ses actifs représente une activité typique de sociétés qui peut avoir des conséquences sur les risques entraînés par l'activité de la société holding.

Enfin, TotalEnergies prétend que les activités de production et d'achat de pétrole et de gaz "ne présentent aucun lien avec les opérations militaires de l'Etat russe".

TotalEnergies tente de s'abriter derrière le fait que Novatek, et les autres sociétés avec lesquelles elle entretient des relations, ne sont pas des sociétés d'Etat. De la même manière qu'il n'est pas besoin d'être opérateur pour avoir des responsabilités, il n'est absolument pas besoin d'entretenir une relation avec une société d'Etat pour risquer de contribuer financièrement à l'effort de guerre.

Les revenus issus du pétrole et gaz ainsi que les exportations de GNL sont cruciaux pour le Kremlin : ils auraient rapporté 59 milliards d'euros à la Russie en 2020. TotalEnergies déclare avoir payé 31 589 000 dollars en taxes, impôts (dont les droits de licence et droits à la production) à l'Etat russe en 2020.

Ces revenus, vitaux pour l'Etat russe, sont particulièrement susceptibles de financer l'effort de guerre. Le devoir de TotalEnergies, au titre du devoir de vigilance, est de tout mettre en œuvre pour s'assurer que cela n'arrive pas. Or, aujourd'hui, et malgré ses affirmations, TotalEnergies est dans l'impossibilité de prouver que les revenus produits par ses activités et les taxes payées à l'Etat russe ne financent pas l'effort de guerre.

Par ailleurs, du gouvernement français (Clément Beaune) au Président Américain (Joe Biden et l'embargo) jusqu'à l'Union Européenne, le message est clair : les énergies fossiles financent la guerre de Poutine.

Les obligations légales de la major sont indépendantes des décisions politiques prises par les gouvernements sur les sanctions. Selon la loi française sur le devoir de vigilance à laquelle TotalEnergies est soumise, il est de son devoir de prévenir les violations des droits humains que peuvent causer ses propres activités et celle de ses filiales, mais aussi celles d'entités avec lesquelles est entretenue une relation commerciale établie, comme c'est le cas de Novatek et de Yamal.

Pourtant, malgré les violations graves des droits humains et libertés fondamentales, malgré le conflit armé qui trouve son origine en 2014 avec l'annexion de la Crimée et les crimes de guerre, malgré les alertes lancées par de nombreux Etats, TotalEnergies n'a toujours pas mis en place de procédure d'identification, d'anticipation et de mitigation des risques liés à ses activités dans des régimes autoritaires et en situation de conflits armés.

Aucune mesure de vigilance n'a été annoncée, alors que TotalEnergies n'est toujours pas en mesure de prouver qu'aucune de ses activités ne financera la guerre, ni qu'il n'en tirera pas directement profit.

TotalEnergies, au pied du mur, doit partir de Russie

TotalEnergies est aujourd'hui dans la tourmente pour avoir fait un mauvais pari sur l'avenir. Cette stratégie d'investissement massif en Russie, héritée de Christophe de Margerie et poursuivie par Patrick Pouyanné, a conduit la multinationale à dépendre de la Russie. Elle est le premier investisseur français dans le pays, avec autour de 15 milliards de dollars (13,7 milliards d'euros) d'actifs ; et se retrouve aujourd'hui au pied du mur, obligée de faire des annonces timides pendant que les autres majors pétro-gazières occidentales ont aisément pu annoncer leur retrait du pays.

L'argent du pétrole et du gaz fossile produits par TotalEnergies risque de contribuer à financer la guerre de Vladimir Poutine contre le peuple ukrainien. Plutôt que de tergiverser, TotalEnergies doit immédiatement se retirer de Russie, il s'agit aujourd'hui d'une question éthique et politique.

Notre dépendance aux énergies fossiles détruit le climat, finance les conflits partout sur la planète. Il est temps d'arrêter les investissements dans les énergies fossiles, qui ne font que retarder l'action climatique, et de s'engager massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.